Pour la Cuisine
LE TIP
REMPLACE LE BEURRE

74e Année. — N° 211. Le numéro : 25 centimes MARDI 30 JUILLET 1929.

Journal de Roubaix

DIRECTRICE : MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS..... Nord et limitrophes..... 3 mois, 22.00 ; 6 mois, 40.00 ; 1 an, 70.00. France et Belgique..... » 25.00 ; » 45.00 ; » 80.00. Etranger : Tarif A ..... » 35.00 ; » 70.00 ; » 140.00. — Tarif B ..... » 50.00 ; » 100.00 ; » 200.00.

ANNONCES..... REDACTION..... ROUBAIX..... 63 à 71, Grande-Rue. Tél. 24 et 1906. Inter. 4. TOURCOING... 33, rue Carnot. Téléph. 37. LILLE..... 3, rue Faidherbe. Tél. 57.07. PARIS..... 18, boulevard des Italiens. Tél. Louvre 09.49.

Chèques postaux 87 Lille

ESSAYEZ la Semaine 12 CV SIX Peugeot imposable 11 C.V. DISPONIBLE DE SUITE VENANT 90, Grande-Rue, 90 ROUBAIX (Téléphone 14.84)

Le Ministère est... reconstitué

LE NOUVEAU CABINET, QUI COMPREND TOUS LES ANCIENS COLLABORATEURS DE M. POINCARÉ SE PRESENTERA MERCREDI DEVANT LES CHAMBRES

MM. TARDIEU ET BRIAND (à *droite*) ET LOUCHEUR (à *gauche*), SORTANT DU PALAIS DE L'ELYSÉE

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL)

Paris, 29 Juillet (Minuit).

La crise ministérielle est résolue. Ne pouvant obtenir la collaboration des radicaux-socialistes, M. Briand a décidé de se présenter mercredi devant les Chambres, spécialement convoquées à cet effet, avec l'équipe ministérielle que lui a léguée M. Poincaré. Ainsi le Cabinet Poincaré continue sans M. Poincaré.

Comme il l'avait déclaré dès samedi, M. Briand ne voulait constituer son Ministère que sur la base parlementaire du Gouvernement précédent. Il estimait à bon droit que la crise ayant eu pour raison non un vote hostile de la Chambre, mais la maladie de M. Poincaré, il n'y avait aucune raison de remercier le Cabinet.

Toutefois, considérant que pour donner plus d'autorité au Gouvernement avant la conférence de La Haye où nos négociateurs auront à défendre des intérêts vitaux pour notre pays il aurait été bon, non de changer la majorité habituelle, mais de l'élargir, M. Briand était tout prêt à faire entrer des radicaux valoisiens dans son Cabinet.

Les exigences des amis de MM. Herriot et Daladier furent telles qu'il eût été impossible de les satisfaire sans faire s'écrouler la majorité nationale qui a permis la restauration de nos finances. Or, à aucun prix, M. Briand ne voulait se prêter à cette opération qui eût été non seulement déloyale mais encore périlleuse pour l'existence même du Cabinet. Au surplus, la nécessité d'aller vite s'imposait à M. Briand qui ne veut pas, on comprend aisément pourquoi, retarder, du fait de nos complications politiques, la réunion de la conférence de La Haye.

Dans les déclarations qu'il a faites à la presse, M. Briand a exprimé l'espoir que, à défaut d'un Ministère élargi, il pourra du moins obtenir une majorité élargie. Il est infiniment probable en effet, qu'en dépit de la politique officielle de leur parti, un certain nombre de radicaux-socialistes garderont leurs suffrages à M. Briand.

De toute façon, la Chambre votera certainement la confiance au nouveau Ministère à qui le pays fait également crédit, se réservant de le juger à ses actes.

R...

(Photo H. Manuel.)

M. BRIAND
SORTANT DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Les consultations de M. Briand

M. Briand a repris ses consultations lundi matin, de très bonne heure. A huit heures, il recevait M. Herriot, qui avait été prié de venir le voir à son arrivée de Jonzac. L'ancien ministre de l'Instruction publique quittait le Quai d'Orsay trois quarts d'heure plus tard. Il a indiqué, à sa sortie, qu'il ne pouvait, en tout état de cause, qu'accepter un ministère sans portefeuille, en raison du travail que lui imposait la Mairie de Lyon.

— Je ne peux rien faire, a cependant ajouté M. Herriot, sans consulter mon groupe. Je vais, dès à présent, converser avec quelques-uns de ses membres.

Quelques instants plus tard, arrivent successivement au ministère des Affaires étrangères : MM. Louis Barthou et Loucheur qui sont immédiatement introduits auprès du président du Conseil. Vers 9 h. 45, M. Paul Reynaud arrive à son tour. A 10 h. 30, M. Paul Reynaud quitte le Quai d'Orsay.

— J'ai l'impression, dit-il, que tout est suspendu à la décision des radicaux. S'ils refusent, il est très probable que M. Briand comme il l'a déclaré hier, se présentera devant les Chambres avec le même ministère. S'ils acceptent, on se trouvera alors devant une situation nouvelle et à ce moment-là on verra.

Aussitôt après le départ de M. Reynaud, M. Champetier de Ribes, également convoqué par M. Briand, est introduit auprès de lui.

M. Chéron, qui arrive au Quai d'Orsay à 10 h. 15, disparaît aussitôt dans le cabinet de M. Peycelon. Quelques instants plus tard, M. Champetier de Ribes quitte M. Briand. Il confirme les déclarations de M. Paul Reynaud.

M. Barthou sort à 10 h. 45 du Quai d'Orsay. Interrogé par les journalistes, il reste prudent et ne leur apprend rien de nouveau.

— Pourquoi, dit-il, vous acharner à prévoir alors que les événements sont en train de s'accomplir. J'étais hier à Chantilly. M. Briand m'a téléphoné pour m'inviter à déjeuner, mais je n'ai pu répondre à son invitation. Aujourd'hui, je suis venu de très bonne heure.

— En tout cas, demande-t-on, vous êtes toujours vice-président du Conseil?

— C'est possible, répond M. Barthou. C'est même certain, ça l'était déjà samedi.

— La combinaison envisagée par M. Briand a-t-elle votre approbation?

— Certainement, répond M. Barthou lorsque je suis du ministère, j'approuve toujours par solidarité et par sincérité. Lorsque je n'en suis pas, j'approuve parce que je reprends ma liberté. Enfin, vous savez comme nous que nous attendons toujours la décision des radicaux. Quelle qu'elle soit, on aura fait une fois de plus appel à leur concours. On l'aura fait sincèrement, loyalement et de bon cœur. Attendons.

Quelques instants plus tard, MM. Tardieu et Chéron sortent et confirment de toute part, les déclarations de M. Barthou.

— Pourquoi vous montrer si impatients, ajoute M. Tardieu; vous savez bien qu'on ne peut rien décider avant la réponse des radicaux. Quoi qu'il arrive, tout sera fini ce soir.

Sur ces entrefaites, M. Piétri, mandé par M. Briand, puis M. Pierre Maraud, arrivent au Quai d'Orsay.

M. Paul Reynaud, qui était venu voir M. Briand à la fin de la matinée, quitte le Quai d'Orsay à 12 h. 15.

— Il n'y a rien de changé, a-t-il dit, en sortant. Le bateau ministériel continue après avoir débarqué un malade illustre.

Les radicaux-socialistes refusent l'offre de M. Briand

M. Daladier, président du parti radical-socialiste, est arrivé au Quai d'Orsay à 11 h. 20. Interrogé par les journalistes, il déclare que son parti refuse d'être représenté par des ministres d'Etat dans le Cabinet que se propose de former M. Briand.

Quelques instants après l'arrivée de M. Daladier, M. Herriot est venu au Quai d'Orsay et a remis à l'huissier de service une lettre personnelle pour M. Briand. Répondant aux questions des journalistes, M. Herriot a déclaré :

— M. Daladier est en ce moment en train de donner à M. Briand la réponse de notre groupe.

M. Daladier, en sortant du cabinet de M. Briand, où il était venu lui faire connaître la décision du parti radical, a déclaré :

« Le groupe radical a considéré qu'il n'était pas nécessaire d'augmenter le nombre des ministres et en particulier de créer des ministres sans portefeuille. Cette formule, qui avait pu être appliquée pendant la guerre, me paraît injustifiée à l'heure actuelle. Les Allemands n'étant pas que je sache, à Noyon.

» Le groupe radical avait déjà envisagé hier les répercussions possibles de la crise, mais c'est seulement ce matin qu'une première réunion a pu examiner en entier la situation. Quand le Cabinet Briand sera formé et qu'il se présentera devant la Chambre, ayant fait connaître son programme et son orientation politique, c'est alors que le groupe radical envisagera de nouveau la position à prendre. »

(*Lire la suite page 2*).

Alain Gerbault est reçu par M. Georges Leygues

Paris, 29 Juillet. — M. Georges Leygues a reçu, hier à 11 h. 45, au ministère de la marine, la visite d'Alain Gerbault, accompagné de MM. du Parquier et Albarran.

M. Georges Leygues a exprimé à Alain Gerbault le vif sentiment d'admiration de la marine française. Il a annoncé au hardi navigateur que la rosette d'officier de la Légion d'honneur que, sur sa proposition le gouvernement lui a décernée, lui sera remise solennellement, à bord du « Firecrest ».

LES VAINQUEURS DU TOUR DE FRANCE seront reçus aujourd'hui, mardi à midi au Journal de Roubaix

Le *Journal de Roubaix* aura aujourd'hui le grand plaisir de recevoir les vainqueurs du XXIIIe Tour de France.

Dewaele, le valeureux routier belge, qui a gagné de haute lutte la fameuse épreuve; Demuysère, de Wervicq qui a pris la seconde place du classement général ; Vervaecke, de Menin, qui termina premier à Evian; Rebry, de Wevelghem, qui triompha dans la première étape des Alpes et enfin Van Bruaene, de Wattrelos, dont la belle tenue fut très appréciée, seront reçus à midi, en nos bureaux, 71, Grande-Rue, à Roubaix.

Il serait superflu de s'étendre encore sur le mérite de ces véritables champions de la route qui ont, durant un mois, forcé l'admiration des foules sportives du monde entier par leur extraordinaire énergie et par leurs exploits.

Nous avons du reste souligné pendant le Tour de France, la magnifique tenue de ces valeureux routiers que les sportsmen de Roubaix-Tourcoing et des environs auront aujourd'hui le plaisir d'applaudir.

Dimanche, Paris les a acclamés. De Vernon au Parc des Princes, c'est par centaines de milliers que les curieux se sont portés sur leur passage. Dewaele et ses compagnons ont été très touchés de tant de marques de sympathie.

Comme les sportsmen de Paris, les milliers d'admirateurs que comptent nos brillants coureurs dans la populeuse agglomération de Roubaix-Tourcoing, brûlent du désir de fêter ces héros de la route. Tous voudront aujourd'hui se porter sur leur passage.

Le *Journal de Roubaix* a voulu donner à cette grande manifestation toute l'importance qu'elle mérite. Nous avons choisi une heure favorable pour que tous les employés et ouvriers puissent se rendre au devant des « géants » qui descendront au *Journal de Roubaix* vers 12 h. 05.

Les coureurs arriveront au *Journal de Roubaix*, par les rues d'Alsace, de l'Alma, de la Gare, Grand'Place, rue Pierre-Motte, Place de la Liberté et *Journal de Roubaix*.

Dewaele, Van Bruane, Rebry, Vervaecke et Demuysère prendront place dans l'automobile qui fermera le cortège.

Les différentes automobiles rouleront lentement, afin que tout le monde puisse acclamer le quintette d'as.

Sitôt la réception terminée au *Journal de Roubaix*, c'est-à-dire vers 12 h. 40, le cortège gagnera Tourcoing par les rues du Collège, de Tourcoing et de Roubaix. Nos amis du Vélo Club Tourquennois offriront un banquet aux champions. Ce repas sera servi chez M. David Deruyter, 43, rue d'Anvers, siège du V.C.T.

On sait que Verwaecke, Demuysère, Rebry et Van Bruaene font partie du grand club tourquennois, qui a vu sa brillante équipe terminer le Tour de France. Les dirigeants du Vélo-Club Tourquennois veulent fêter leurs champions auxquels se joindra Maurice Dewaele qui rehaussera ces fraternelles agapes.

Le *Journal de Roubaix* invite tous les sportsmen à se porter le long des artères que suivra le cortège pour que les « géants » conservent de leur passage à Roubaix un souvenir impérissable.

La Conférence des réparations aura lieu à La Haye

Londres, 29 juillet. — L'Agence Reuter est informée officiellement qu'il a été maintenant définitivement arrêté que la Conférence des réparations aura lieu à La Haye. Toutefois, la date n'a pas encore été fixée officiellement.

On se propose de diviser la conférence en deux sections : l'une financière, qui s'occuperait du plan Young et de l'ensemble de la question des réparations; l'autre, politique, qui traiterait notamment de l'évacuation de la Rhénanie et de la nomination du Comité de vérification.

L'aviatrice Maryse Bastié bat le record féminin de durée

Le Bourget, 29 Juillet. — L'aviatrice française, Maryse Bastié a battu de 22 minutes le record féminin du monde de durée, détenu par miss Smith qui tint l'air aux Etats-Unis pendant 26 heures 24.

Les mesures d'ordre pour la journée du 1er août à Paris et dans le Nord

Les mesures préventives prises par la préfecture de police contre l'organisation de la grève générale du 1er août et les manifestations révolutionnaires des communistes semblent avoir produit des résultats. Déjà nombre de corporations syndicales se sont déclarées adversaires de tout mouvement.

Le Comité régional des syndicats confédérés du bâtiment a publié un appel dans lequel il invite tous les travailleurs de la corporation « à ne pas servir de jouet pour une expérience funeste qui a déjà provoqué une sévère répression de la part des pouvoirs publics ».

D'autre part, la Confédération nationale de la rue Cochin a invité tous ses adhérents à ne pas chômer le 1er août. On peut donc croire que la journée de jeudi prochain ne sera pas marquée d'événements graves.

Cependant, aucune précaution n'a été négligée. Dès mercredi soir, Paris sera sévèrement gardé.

M. Chiappe, en effet, a reçu l'ordre de garder militairement les usines de Paris et de banlieue, les chantiers des rues de Paris, les monuments, édifices, les carrefours importants, les stations de métro.

A cet effet, le préfet de police dispose de la totalité des forces de police, soit seize mille gardiens de la paix.

Cette force importante sera complétée par deux mille gardes municipaux, deux mille inspecteurs et deux mille gardes mobiles et gendarmes venus de province.

Des camions-automobiles seront prêts à transporter, aux points menacés, les renforts.

A ces vingt-deux mille hommes, les troupes de la garnison de Paris viendront s'ajouter. Elles sont destinées à remplacer la garde républicaine dans le service de place.

Dans la région

Lille et toutes les agglomérations industrielles du département, seront gardées par des forces supplémentaires de gardes républicains mobiles. Quinze pelotons mobiles de trente hommes venant de plusieurs régions notamment de Douai, de la Picardie et des Ardennes, arriveront mardi et mercredi. Cinq d'entre eux seront répartis dans les casernements lillois; cinq autres seront dirigés sur Roubaix-Tourcoing et Halluin. Le reste surveillera les centres industriels de Douai, Dunkerque, Valenciennes et Avesnes. Ces éléments ne feront que compléter les forces de gendarmerie casernées à demeure dans le Nord.

Une saisie de documents à Fives

On sait que les documents qui ont été saisis à Lille, au cours des perquisitions dans les milieux communistes, ont une importance variable. Mais il faut faire une exception pour ceux qui ont été recueillis au domicile de Delporte, de la cellule de Fives, qui tient un cabaret, 211, rue Pierre Legrand. Delporte centralisait tous les documents de la cellule de Fives où il pouvait grouper environ 1.500 ouvriers. Toutes les pièces étaient soigneusement dissimulées dans des planchers et armoires. On trouva des documents de nature à fournir des éléments tant à l'instruction générale qui se mène à Paris qu'à celle qui se poursuit à Lille. En plus, on trouva les noms, qualités et adresses de tous les correspondants communistes de la cellule et les éléments relatifs à l'espionnage industriel, c'est-à-dire des indications relatives aux divers genres de fabrication ainsi que des renseignements concernant la propagande antimilitariste. Cette propagande signifie maintenant que l'ouvrier étant soldat doit apprendre le maniement de ses armes pour se mettre à la disposition du peuple.

Les documents furent examinés en présence de Delporte qui avait été amené au commissariat spécial de la Préfecture lundi après-midi. Quelques explications, qu'il fournit plus ou moins complètement, lui furent demandées. Le Parquet fut avisé.

La saisie opérée était si volumineuse qu'il fallut faire appel à la camionnette de la Sûreté pour le transport des documents. Il ne pouvait être question de transporter à nouveau ces documents au Palais de Justice. M. Bornay, procureur de la République, et M. Hénaut, juge d'instruction, se rendirent au commissariat spécial à 17 h. 30. Delporte affecta en présence des magistrats une impassibilité dissimulant mal une certaine crainte.

Comme tous ceux qui furent l'objet de précédents interrogatoires, Delporte a été laissé en liberté.

La Semaine Sociale de Besançon s'est ouverte hier par un magistral discours de M. Eugène Duthoit

ELLE A POUR OBJET LES NOUVELLES CONDITIONS DE LA VIE INDUSTRIELLE

Besançon, 29 juillet. — La XXIe Semaine sociale de France s'est ouverte ce matin. Elle a débuté par la messe du Saint-Esprit, qui fut célébrée en l'église de Notre-Dame et au cours de laquelle le cardinal Binet, archevêque de Besançon, a prononcé une éloquente allocution, soulignant la conformité du catholicisme social aux enseignements et aux directions de l'Eglise romaine.

Les cours ont lieu dans la grande salle où Brunetière prononça jadis son fameux discours sur le besoin de croire.

LA LEÇON D'OUVERTURE DE M. EUGÈNE DUTHOIT

Les nouvelles conditions de la vie industrielle, outre leur côté technique qui relève de l'appréciation des producteurs ont un côté humain, moral, social et il s'agit de savoir si sous ce rapport elles répondent aux vraies fins de la production et du travail. C'est ce que M. Eugène Duthoit se propose d'étudier dans sa leçon d'ouverture, à la lumière des enseignements de l'Eglise, afin de savoir si la « rationalisation » est un vrai progrès.

La leçon de l'éminent président des Semaines Sociales est divisée en trois parties :

1° Quelles sont, vues à larges traits, ces nouvelles conditions de la vie industrielle que l'usage appelle « rationalisation » ?

2° Telles qu'elles sont, réalisent-elles un progrès ?

3° Et, si la question soulève des doutes, à quelles conditions faut-il soumettre le nouveau rythme de la vie économique pour qu'il soit un vrai progrès ?

Qu'est-ce que la «rationalisation»?

Si l'on ne considère dans le terme « rationalisation » que le sens du mot pris en lui-même, rationaliser c'est exercer la raison en vue d'un aménagement supposé meilleur, d'une entreprise

M. EUGÈNE DUTHOIT

particulière ou de l'économie tout entière. Mais les circonstances ont donné à ce mot une signification précise et actuelle. Il a d'abord désigné l'effort des Allemands, inspiré des méthodes américaines, pour reconstituer leur industrie éprouvée par la guerre et l'inflation. La reconstitution industrielle s'est d'ailleurs imposée dans l'après-guerre à toutes les nations de l'Europe, qui ont suivi dans leur effort pour renaître les exemples américains. Ainsi, la rationalisation a pour fin une production plus fortement **quantitative**, qui doit reconstituer la somme formidable de richesses que la guerre a volatilisées et répondre à l'accroissement progressif du pouvoir de consommation. Cette production intense, pour demeurer une source de bénéfices, ne doit pas être poussée sans discernement. Il appartient à la rationalisation de retarder le moment où, sous peine de travailler à perte, le producteur devra arrêter son effort et borner ses ambitions.

Par la multiplication des produits et la suppression de tout gaspillage, la rationalisation vise la réduction du prix de revient et, par voie de conséquence, elle élargit la consommation: tous ces moyens réunis et coordonnés concourent finalement au profit de l'entreprise, à son but capitaliste.

Sans doute, bien avant qu'il fût question de rationalisation, l'effort des producteurs tendait vers des résultats analogues, mais elle a mis en jeu des méthodes nouvelles: politique des hauts salaires; récupération de temps, de matières et de forces; sélection professionnelle, etc...

Ce qu'il y a de nouveau aussi, c'est l'ampleur du mouvement, c'est le nombre, c'est la variété des connaissances, des instruments, des services qu'elle met en œuvre: machinisme plus poussé, administration plus souple et plus active, comptabilité plus claire, chronométrage plus minutieux. Avec l'appareil complexe dont elle s'entoure, serait-elle un corps sans âme, un mécanisme qui engloutit dans la masse les personnalités qu'il touche? Faudrait-il, pour observer ses lois, « déposer son âme au vestiaire de l'usine », suivant un mot attribué à Ford?

Il ne faut pas confondre la rationalisation avec certains systèmes qui lui sont connexes. Il faut la distinguer de la « **concentration** » économique, car si elle s'accompagne souvent d'une concentration grandissante, elle prétend rendre les plus grands services aux branches non concentrées de la production, comme l'agriculture et l'artisanat et fortifier leur position sur le terrain traditionnel et familial.

De même, le « **taylorisme** » et « **l'organisation scientifique du travail** » ne sont qu'un élément de la rationalisation, qui se distingue également de la « **standardisation** », qui consiste à diminuer le nombre des types dits « standarts » et de la « **normalisation** », qui règle l'effort de toutes les entreprises en vue d'établir de concert des conditions « normales » de production!

La rationalisation vise un perfectionnement beaucoup plus large que chacun de ces différents systèmes.

Substituer, en vue d'un rendement plus profitable, d'une production moins coûteuse, au libre jeu des activités et des intérêts individuels un ordre réfléchi, voulu, qui procède par mouvements de grande amplitude; voilà la rationalisation.

La « rationalisation » est-elle un progrès ?

1° Les raisons de le penser

Au premier abord, la rationalisation apparaît comme un progrès, c'est-à-dire comme la source de nouvelles facilités offertes aux hommes pour la poursuite de leur destinée.

La première de ces facilités est de favoriser

LE R.P. GILLET

l'observation du précepte divin « Croissez et multipliez-vous ». La rationalisation appelle logiquement une politique de population; il serait, en effet, contradictoire de pousser au rendement quantitatif, à la multiplication des choses, si la population devenait stationnaire ou diminuait. C'est un premier bienfait.

Elle en est un autre quand, sans toutefois libérer l'homme de la loi du travail, elle ménage ses forces, lui épargne d'inutiles fatigues. Il appartient à la rationalisation de prolonger l'effet utile du machinisme; il est en son pouvoir d'éviter au travailleur, dans la plus large mesure possible, les « heures supplémentaires » et, par suite, de laisser plus de temps pour la détente, la vie de famille.

L'un des principaux avantages de la rationalisation est d'organiser la vie économique, non seulement au premier palier, l'atelier, mais jusqu'aux étages supérieurs. Dans l'ordre que la rationalisation est appelée à réaliser, le consommateur, dit-on, trouvera sa part de bienfaits. La réduction du prix de revient doit lui profiter. Cependant, la lutte ardente et parfois ruineuse subsiste de pays à pays, de continent à continent, de cartel à cartel, de syndicat à syndicat bien plus que d'homme à homme.

Le caractère plus massif des luttes économiques s'accommodera-t-il de trêves plus ou moins durables? Des mesures de coordination, jusque-là inconnues, entre forces concurrentes, vont-elles apparaître?

Ce n'est pas impossible.

A la faveur de l'organisation qui progresse, la personnalité de la grande entreprise se dégage plus nettement que par le passé; avec un relief plus saisissant, l'entreprise fait figure d'institution.

Cette évolution entraîne la distinction nette des intérêts de l'entreprise, envisagée comme un tout organisé, comme une institution, d'avec les intérêts des capitalistes qui lui ont apporté des fonds et des outils. Elle conduit à une défense plus énergique du développement de l'entreprise de ses intérêts futurs contre les détenteurs du capital qui ont en vue les dividendes à recevoir.

La rationalisation est un facteur de coordination; elle réclame que les intérêts particuliers cèdent le pas à l'intérêt de l'entreprise elle-même. Tous ceux qui apportent à celle-ci un concours actif intellectuel ou manuel sont liés à ses destinées, à son avenir par un lien de collabora-

(Photo H. Manuel.)

LE CARDINAL BINET
archevêque de Besançon

tion personnelle; il est équitable que de son accroissement, de la réalisation de sa fin, ils aient leur part d'avantages.

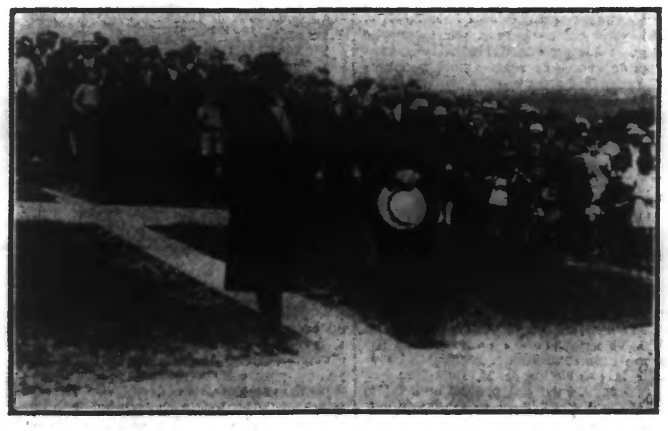
Le résultat lucratif, accusé par les distributions de dividendes, ne sera que le signe extérieur du succès; le succès lui-même sera au-delà, dans le développement du bien commun.

2° Les raisons de douter

A côté de ces avantages la rationalisation est susceptible de présenter quelques points faibles. L'éminent président des Semaines les classe en trois catégories: les illusions auxquelles elle peut donner lieu, les lacunes qu'elle comporte et les dangers qu'elle laisse apercevoir.

Il faut d'abord se garder de croire que la rationalisation est une recette infaillible de succès — l'exemple de l'Allemagne est à ce sujet bon à méditer — mais il faut aussi et surtout ne pas s'imaginer, comme certains de ses promoteurs, qu'elle peut, élever d'elle-même et sans plus le niveau du genre humain, son perfection-

Le XXe anniversaire de la traversée de la Manche



Mme ET M. BLÉRIOT SUR L'EMPLACEMENT MÊME OÙ L'AVIATEUR ATTERRIT A SWINGALE LE 25 JUILLET 1909.

(Cet emplacement, on le voit, est marqué sur le terrain par un « Mémorial » dessinant le plan de l'avion.) Cette photographie a été prise dimanche lors des fêtes qui se sont déroulées à l'occasion du vingtième anniversaire de la traversée de la Manche.